Guide

Affaires

Ébauche 2008-2009



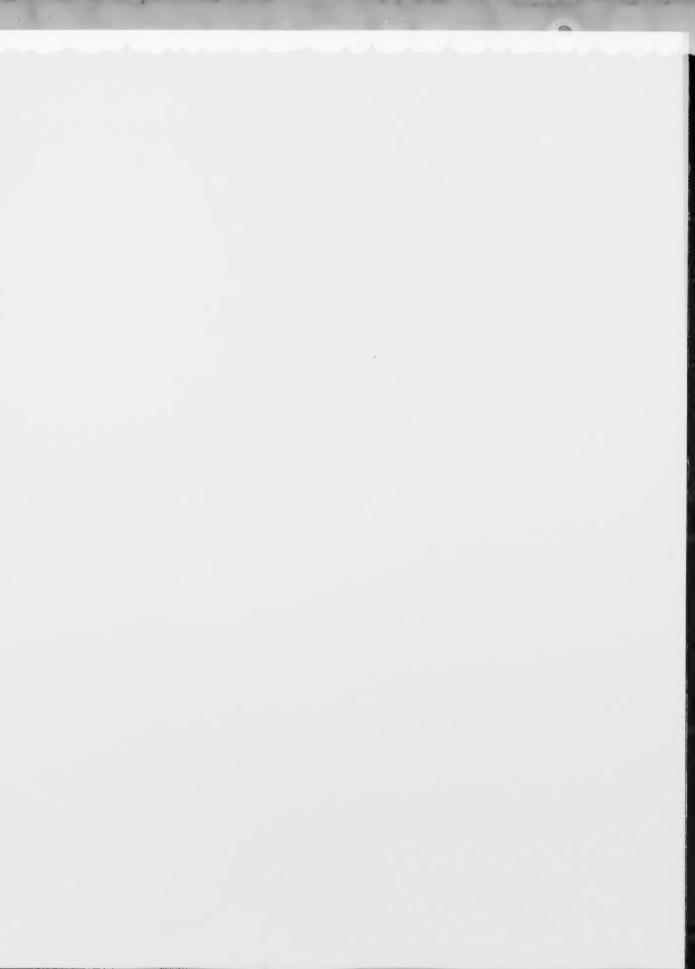


Table des matières

Α.	Vue d'ensemble de la Majeure Haute Spécialisation	2
В.	Avantages d'obtenir une Majeure Haute Spécialisation en affaires	4
C.	Composantes requises pour la Majeure Haute Spécialisation en affaires	6
D.	Itinéraires d'études de la Majeure Haute Spécialisation en affaires	15
E.	Professions dans le secteur des affaires	20
F.	Programmes postsecondaires et de formation dans le secteur des affaires	23
G.	Ressources	30
Н.	Annexes	34

An equivalent publication is available in English under the title: Specialist High Skills Major, Sector Specific Guide, Business.

A. Vue d'ensemble de la Majeure Haute Spécialisation

La Majeure Haute Spécialisation, lancée en septembre 2006, s'inscrit dans le cadre de la stratégie Réussite des élèves qui vise à élargir les possibilités d'apprentissage de qualité et à appuyer la réussite de tous les élèves. La majeure est un programme spécialise approuvé par le Ministère qui permet aux élèves de satisfaire aux conditions d'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario (DESO) tout en acquérant des connaissances spécifiques au secteur économique dans lequel ils envisagent de faire carrière. Ce programme axé sur le cheminement de carrière est conçu pour préparer les élèves à faire la transition entre l'école secondaire et le collège, la formation en apprentissage, le marché du travail ou l'université. Les élèves qui suivent le programme acquièrent des connaissances et développent des compétences reliées à un secteur d'activité de leur choix dans des contextes professionnels authentiques, ce qui favorise l'apprentissage et l'exploration de carrière et aide les élèves à se concentrer sur l'obtention de leur diplôme et à poursuivre leurs objectifs pour le postsecondaire.

Le Ministère a publié le Guide de mise en œuvre de la Majeure Haute Spécialisation ainsi qu'une série de guides dont celui-ci, qui portent chacun sur un secteur économique particulier de la majeure. Le présent guide a pour objet la Majeure Haute Spécialisation en affaires. Les conseils scolaires et les écoles doivent consulter ces guides pour planifier et mettre en œuvre la ou les majeures de leur choix. De plus, les membres de la communauté enseignante de l'Ontario trouveront des ressources et des outils pédagogiques, incluant des activités d'apprentissage contextualisées (AAC), sur le site Web de Communauté d'@pprentissage Ontario au www.apprentissageelectroniqueontario.ca. À titre de membres de cette communauté, ils pourront partager avec leurs collègues de l'Ontario des points de vue, des idées, des pratiques et des expériences, et se renseigner sur les activités reliées au programme de la majeure. (La communauté d'apprentissage électronique de la majeure est réservée à l'usage de ses membres.)

Le présent guide décrit dans le détail les cinq composantes requises pour la majeure en affaires et présente des exemples d'itinéraires d'études pour cette majeure. Il donne aussi des exemples de professions exercées dans le secteur et de programmes postsecondaires menant à ces professions. Une liste de ressources est dressée à la fin du guide à l'intention du personnel enseignant et des élèves de la majeure pour faciliter la recherche d'informations sur le secteur, la formation ou encore la santé et la sécurité.

Plusieurs des composantes de la majeure, notamment les certifications et les formations, les activités d'apprentissage par l'expérience ainsi que les expériences d'anticipation, dépassent le cadre traditionnel de la salle de classe et mettent les élèves en contact avec le monde réel, ce qui augmente la pertinence et la valeur de leurs apprentissages. Afin de mettre en œuvre ces composantes dans un contexte appuyant le mandat de l'éducation en langue française tel que défini dans la politique d'aménagement linguistique, les conseils scolaires et les écoles de langue française peuvent faire appel à des alliances et à des partenariats susceptibles d'optimiser les possibilités offertes en milieu minoritaire. Pour les aider à solliciter cet appui, ils peuvent se prévaloir des services offerts dans le cadre de l'initiative ministérielle Destination Réussite, qui a été conçue pour répondre aux besoins des conseils scolaires et des écoles de langue française. Le volet 1 de cette initiative est consacré à la mise en œuvre de la majeure et de la double reconnaissance de crédit, et l'équipe de développement qui en est responsable s'emploie à optimiser les ressources offertes en français.

B. Avantages d'obtenir une Majeure Haute Spécialisation en affaires

En 2006, plus du tiers de la main d'œuvre canadienne, soit environ 14,5 millions de personnes, travaillaient dans le domaine des affaires et du commerce, de la finance et des assurances, de l'administration et de services complémentaires, de l'immobilier et du crédit-bail*. Pilier central de l'économie du Canada, le secteur des affaires est en effervescence, offrant des possibilités d'emploi aux comptables comme aux commis, aux administrateurs comme aux détaillants. Le secteur des affaires offre aussi aux jeunes entrepreneurs des occasions de viser le marché international du fait de la globalisation et des nouvelles technologies. Tant que le commerce existe, les travailleurs qualifiés et compétents bénéficieront des perspectives d'avenir que leur offrent dans ce secteur les entreprises canadiennes et l'entrepreneuriat.

La majeure en affaires permet aux élèves de se construire un solide bagage de connaissances et de compétences spécifiques au secteur avant de commencer leur formation en apprentissage, au collège, à l'université ou sur le marché du travail. Selon leur champ d'intérêt et le niveau de leurs compétences, ils pourront avec cette majeure se spécialiser dans l'entrepreneuriat, la finance, la comptabilité, la vente de détail, le marketing, le commerce international, l'économie, la gestion et l'administration ou la planification d'événements.

La majeure en affaires est conçue pour permettre aux élèves :

- de personnaliser leurs études secondaires en fonction de leurs champs d'intérêt et de leurs talents tout en satisfaisant aux exigences relatives à l'obtention du diplôme d'études secondaires;
- de sélectionner un ensemble de 9 crédits permettant d'acquérir des connaissances et de développer des compétences propres au secteur, lequel ensemble est :
 - jugé approprié par le secteur et les établissements d'enseignement postsecondaire;
 - planifié pour aider les élèves à s'engager dans la destination postsecondaire de leur choix dans le secteur;
 - conçu dans une optique de flexibilité pour permettre de changer d'itinéraire d'études (p. ex., passer d'un itinéraire menant au collège à un itinéraire menant à une formation en apprentissage) ou d'interrompre la majeure si l'élève souhaite modifier son plan de carrière;

^{*} Statistique Canada, enquête intitulée Emploi, gains et durée du travail (2007), affichée dans le site Web de Statistique Canada au www.statcan.ca/english/freepub/72-002-XIB/72-002-XIB/007005.pdf.

- de fournir, par l'entremise d'un Relevé de la majeure, des preuves de leurs apprentissages et de leurs réalisations pour les cinq composantes requises (p. ex., certifications et formations reconnues par le secteur) à des employeurs potentiels ou aux établissements d'enseignement postsecondaire dans lesquels ils désirent s'inscrire;
- d'explorer, de cerner et de préciser leurs objectifs de carrière afin de prendre des décisions éclairées concernant leurs options postsecondaires;
- de participer à des expériences d'anticipation qui reflètent leur itinéraire d'études et leurs objectifs de carrière, d'accroître leur confiance dans leur capacité de réussir, de développer leurs compétences essentielles et habitudes de travail et de faire un choix éclairé relativement à leurs objectifs de carrière et aux étapes qui leur restent à franchir;
- d'identifier et de développer des compétences essentielles et des habitudes de travail requises dans le secteur à l'aide d'outils du Passeport-compétences de l'Ontario (PCO);
- d'avoir accès à des ressources, à un équipement, à une expertise et à des expériences qui ne sont peut-être pas offerts dans leur école secondaire.

C. Composantes requises pour la Majeure Haute Spécialisation en affaires

Les composantes de la Majeure Haute Spécialisation en affaires

- 1. un ensemble de 9 crédits de 11e et 12e année qui comprend :
 - 4 crédits de spécialisation axés sur des connaissances et des compétences propres au secteur des affaires;
 - 3 crédits d'appui du curriculum de l'Ontario en français et en mathématiques qui intègrent des activités d'apprentissage contextualisées (AAC) reliées au secteur des affaires (voir annexe A);
 - iii) 2 crédits en éducation coopérative qui fournissent des occasions d'apprentissage authentiques en milieu de travail et permettent aux élèves de raffiner, d'étendre, d'appliquer et de mettre en pratique des connaissances et des compétences requises dans ce secteur.
- 6 certifications et formations reconnues par le secteur des affaires (4 obligatoires et 2 à choisir dans le tableau de la page 10).
- 3. des occasions d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière dans le secteur.
- 4. des expériences d'anticipation qui reflètent l'itinéraire d'études de l'élève et ses objectifs de carrière.
- le développement et l'acquisition de compétences essentielles et d'habitudes de travail documentées à l'aide d'outils du Passeport-compétences de l'Ontario (PCO).

L'élève qui satisfait aux conditions d'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario et aux exigences de la majeure reçoit un diplôme sur lequel figure le sceau de la Majeure Haute Spécialisation. Les crédits obtenus dans le cadre du programme de la majeure sont signalés dans le bulletin scolaire de l'Ontario et la réalisation de la majeure est consignée sur le Relevé de notes de l'Ontario de l'élève. De plus, tous les élèves participant à ce programme reçoivent un Relevé de la majeure sur lequel sont précisées leurs réalisations pour chacune des composantes requises.

Les cinq composantes requises pour obtenir un diplôme d'études secondaires portant le sceau de la Majeure Haute Spécialisation forment ensemble un tout permettant de conjuguer des expériences d'apprentissage basées sur le curriculum avec des apprentissages par l'expérience, ce qui augmente la richesse et la variété de ces expériences pour les élèves et les aide à réussir la transition vers le programme d'études ou de formation postsecondaire de leur choix ou le marché du travail.

Les circonstances locales, telles que les installations et l'équipement, les qualifications du personnel et les partenariats ou ententes, déterminent la façon dont les composantes requises pour la majeure peuvent être offertes aux élèves. Selon le cas, le lieu de prestation peut être une école secondaire, un collège, un centre de formation ou d'autres établissements approuvés. De plus amples renseignements sur la prestation de la majeure sont fournis dans le Guide de mise en œuvre de la Majeure Haute Spécialisation, sous la rubrique « Modèles de prestation ».

Aucune substitution dans les cinq composantes requises de la majeure n'est permise.

1. Ensemble des crédits requis

Toutes les majeures comprennent un ensemble de crédits requis composé de crédits de spécialisation, de crédits d'appui et de crédits en éducation coopérative. L'ensemble des crédits requis pour la majeure en affaires est composé :

- i) de 4 crédits de spécialisation;
- ii) de 3 crédits d'appui; et
- iii) de 2 crédits en éducation coopérative.

Les crédits constituant chaque ensemble préparent l'élève à se diriger vers une destination postsecondaire particulière : le collège, la formation en apprentissage, le marché du travail ou l'université.

i) Crédits de spécialisation

Chaque majeure comprend **quatre crédits de spécialisation** qui sont spécifiques à un itinéraire d'études. Ceci permet aux élèves d'acquérir une base solide de connaissances et de développer des compétences propres au secteur économique visé par la majeure. Les crédits de spécialisation peuvent être :

- des crédits du curriculum de l'Ontario;
- des crédits pour des cours élaborés à l'échelon local et approuvés par le Ministère;
- des crédits à double reconnaissance assujettis à une approbation distincte selon d'autres politiques et procédures d'habilitation.

Une majeure peut aussi comporter différents domaines de spécialisation. C'est le cas de la majeure en affaires qui peut porter sur l'entrepreneuriat, la finance, la comptabilité ou un autre domaine étroitement lié aux affaires. Un conseil scolaire peut décider d'offrir un ou plusieurs domaines de spécialisation selon les circonstances locales. Toutefois, si plus d'un domaine de spécialisation est offert, les élèves doivent sélectionner leurs quatre crédits de spécialisation en lien avec le domaine de spécialisation choisi afin d'acquérir des connaissances et de développer des compétences dans ce domaine particulier. Des exemples d'ensembles de crédits illustrant différents domaines de spécialisation en affaires sont présentés à la section D de ce guide.

ii) Crédits d'appui

Chaque majeure comporte aussi de deux à quatre crédits d'appui du curriculum de l'Ontario. La majeure en affaires compte trois crédits d'appui dont un ou deux en français et un ou deux en mathématiques selon l'itinéraire d'études de l'élève (voir le tableau à la page 9). Des activités d'apprentissage contextualisées (AAC) reliées au secteur et élaborées à partir des attentes du curriculum doivent faire partie intégrante de ces cours qui sont donnés par les enseignants chargés des disciplines visées. Les AAC permettent aux élèves de faire des liens entre ce qu'ils apprennent et la réalité concrète, et de reconnaître l'utilité de leurs apprentissages dans le secteur de la majeure. Chaque activité d'apprentissage contextualisée doit être élaborée à partir du modèle fourni à l'annexe A de ce guide.

iii) Crédits en éducation coopérative

L'éducation coopérative fournit des occasions d'apprentissage authentiques en milieu de travail qui permettent aux élèves de raffiner, d'étendre, d'appliquer et de mettre en pratique des connaissances et des compétences qu'ils acquièrent par l'entremise de l'ensemble des crédits de la majeure. Tous les élèves inscrits à la majeure doivent obtenir deux crédits en éducation coopérative liés aux crédits de leur majeure. On recommande même qu'ils en obtiennent plus de deux si les circonstances locales et leur horaire le permettent.

Les cours d'éducation coopérative peuvent donner droit à un ou à deux crédits en 11e ou 12e année. Il convient toutefois de souligner que les élèves suivant l'itinéraire d'études menant à l'université ont tout intérêt à obtenir leurs deux crédits en éducation coopérative en 11e année de manière à pouvoir se consacrer entièrement en 12e année à l'obtention des crédits dont ils ont besoin pour satisfaire aux conditions d'admission à l'université. Selon les circonstances locales, les élèves peuvent obtenir ces crédits d'une des façons suivantes : dans le cadre de la journée scolaire ordinaire ou en suivant un programme de formation continue offert en soirée, un stage d'été ou une classe virtuelle. Les stages d'éducation coopérative doivent satisfaire à des exigences précises, notamment au niveau de leur organisation (voir l'annexe B, fiche 1, ainsi que l'annexe C). Pour un complément d'information, consulter la politique Éducation coopérative et autres formes d'apprentissage par l'expérience – Lignes directrices pour les écoles secondaires de l'Ontario (2000) affichée dans le site du Ministère au www.edu.gov.on.ca/fre/curriculum, ainsi que le guide Travailleur avisé, travailleur en santé! – Éducation coopérative et autres formes d'apprentissage par l'expérience affiché au www.livesafeworksmart.net/french/coop/coop_appdx.htm.

- L'ensemble des crédits de chaque majeure offerte par une école doit être approuvé par le Ministère.
- · Aucune substitution de crédit n'est permise pour l'ensemble des crédits approuvés.
- Ces crédits doivent être offerts selon l'année d'études spécifiée dans les différents guides de la majeure.

Tableau récapitulatif : ensemble des crédits requis pour la majeure en affaires

L'ensemble des 9 crédits requis en affaires sont présentés dans le tableau ci-après puis détaillés plus loin dans le modèle d'itinéraires d'études de la majeure (p. 17) ainsi que dans deux tableaux illustrant chacun des ensembles de crédits pouvant être intégrés à l'horaire pour une spécialisation en comptabilité ou en entrepreneuriat (p. 18-19).

Aucune substitution de crédit n'est permise pour l'ensemble des crédits figurant au tableau. De plus, tous ces crédits doivent être offerts selon l'année d'études spécifiée. Les conseils scolaires sont tenus de soumettre pour approbation au Ministère leurs itinéraires d'études en y détaillant l'ensemble des crédits requis pour chaque majeure et, le cas échéant, par domaine de spécialisation. Une fois le modèle approuvé, les conseils scolaires ne peuvent pas modifier l'ensemble de crédits requis de la majeure pour l'année en cours.

Ensemble des crédits requis pour la majeure en affaires

Crédits de spécialisation en affaires		Formation en apprentissage		Collège		Université		Marché du travail	
		11 ^e année	12 ^e année	11 ^e année	12 ^e année	11 ^e année	12 ^e année	11 ^e année	12e année
		2	2	2	2	2	2	2	2
Crédits d'appui	Français		1		1		1	1	1
avec AAC	Mathématiques	1	1	1	1	1	1	1	
Crédits en éducation coopérative			2		2		2		2
Nombre total de crédits		9		9	•	9		9	

Les exigences d'admission au programme de formation ou d'études postsecondaires auquel l'élève souhaite s'inscrire ou les exigences se rattachant à l'emploi que l'élève souhaite occuper après ses études secondaires doivent guider le choix des crédits.

2. Certifications et formations reconnues par le secteur

Les certifications et les formations reconnues par le secteur, incluant celles portant sur la sécurité, sont importantes pour les élèves inscrits à une Majeure Haute Spécialisation et leur fournissent un avantage lorsqu'ils entrent sur le marché du travail, quels que soient leurs objectifs postsecondaires. (Voir le Guide de mise en œuvre de la Majeure Haute Spécialisation sous la rubrique « Certifications et formations reconnues par le secteur ».)

Quel que soit leur mode de prestation, les certifications et les formations doivent :

- être données par une personne (qui peut être une enseignante ou un enseignant)
 reconnue comme formatrice par le fournisseur des services de formation ou comme
 experte par le secteur. Les formations en ligne doivent être données par un fournisseur
 de services de formation reconnu. (Cette exigence ne s'applique pas à la formation
 relative au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
 [SIMDUT] qui est offerte à un niveau de sensibilisation seulement.)
- inclure une composante d'évaluation.
- donner droit, de préférence, à une attestation, telle qu'un certificat ou une lettre, que l'élève pourra placer dans son portfolio et que l'école pourra utiliser à des fins de suivi et pour l'établissement du Relevé de la majeure. Le titre, le nombre d'heures complétées

ainsi que la date d'obtention de la certification ou de la formation seront inscrits dans le Relevé de la majeure de l'élève.

Tel que le précise le tableau ci-après, les élèves inscrits à la Majeure Haute Spécialisation en affaires doivent obtenir six (6) certifications ou formations dont quatre (4) obligatoires et deux (2) au choix parmi celles figurant au tableau. Les certifications et formations portant un titre officiel sont introduites par une lettre majuscule. La minuscule dénote plutôt une catégorie ou un domaine de formation à l'intérieur duquel une certification ou une formation particulière doit être sélectionnée. Il revient au conseil scolaire ou à l'école de procéder à cette sélection. Les conseils scolaires et les écoles peuvent en outre offrir aux élèves la possibilité d'obtenir des certifications et des formations additionnelles.

Liste des certifications ou formations reconnues dans le secteur des affaires

Premiers soins	Réanimation cardiorespiratoire (RCR), niveau A	sensibilisation au système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)	service à la clientèle	
	ux (2) certifications ou format	tions à choisir dans la liste ci-		
commis au commerce de détail Entreprises d'été		ergonomie au bureau		
gestion ou leadership		planification d'une exposition		
sensibilisation à la santé et la sécurité au bureau		un inventaire de personnalité		

Il n'est pas permis de faire des substitutions dans la liste ci-dessus ni de changer le nombre de certifications ou de formations requises.

3. Activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière

Les activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière répondant aux exigences de la majeure sont des activités planifiées qui se déroulent à l'extérieur de la classe ordinaire et qui se rapportent au secteur de la majeure. Ces activités, qui peuvent inclure l'observation au poste de travail, le jumelage, la visite de lieux de travail ou la participation à des conférences ou à des compétitions (voir annexe B, fiche 2), donnent aux élèves inscrits à la majeure des occasions d'explorer des professions dans le secteur. Une discussion ou une tâche qui les incite à réfléchir à ces expériences et sur leurs objectifs de carrière devrait faire suite à ces activités de manière à ce que les élèves en tirent pleinement profit.

Les activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière fournissent aux élèves des occasions d'explorer le milieu de travail, d'observer les employés au travail, de participer à leurs tâches et de réfléchir à la variété des expériences et des professions offertes dans le secteur. Ces activités sensibilisent les élèves aux compétences essentielles et aux habitudes de travail requises dans le secteur tout en leur permettant de les développer et de les documenter à l'aide d'outils du Passeport-compétences de l'Ontario (PCO). Parmi les tâches relevant d'un apprentissage par l'expérience ou d'une exploration de carrière pourrait figurer celle de donner des exemples explicites d'application des compétences essentielles requises des employés que les élèves ont observés (p. ex., adjoint aux ventes, comptable dans un commerce de détail).

Les activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière peuvent inclure :

- l'accompagnement de l'élève par un autre élève qui suit un stage d'éducation coopérative dans le secteur des affaires (exemple de jumelage);
- l'observation d'un travailleur ou d'une travailleuse du secteur des affaires pendant une journée complète (exemple d'une observation au poste de travail);
- un stage de travail d'une semaine ou deux auprès d'un membre d'une association de gens d'affaires ou auprès d'une professionnelle ou d'un professionnel du secteur (exemple d'expérience de travail);
- la visite d'un salon commercial ou la participation à une conférence ou un atelier organisé par le secteur;
- la participation à une compétition locale, provinciale ou nationale portant sur les affaires (p. ex., concours d'élaboration de plans d'affaires, en marketing);
- la visite d'une Chambre de commerce:
- travailler avec un mentor actif dans le milieu des affaires (p. ex., pour élaborer un plan d'affaires).

Il convient d'encourager les élèves à s'informer des possibilités d'emploi dans le secteur, et plus particulièrement des possibilités d'y travailler en français, par exemple lors de la visite de conférenciers à l'école.

Les activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière doivent être organisées par l'école. Leur préparation devrait comporter la vérification des objectifs d'apprentissage, des protocoles à suivre de même que des exigences à remplir pour ce qui est de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail. Il convient aussi d'ajouter que les activités de plus d'une journée sont assujetties à la même réglementation que l'éducation coopérative, soit aux directives énoncées dans la politique Éducation coopérative et autres formes d'apprentissage par l'expérience ainsi que dans le guide Travailleur avisé, travailleur en santé! (voir plus haut Crédits en éducation coopérative). Les exigences suivantes, en particulier, s'appliquent :

- Le stage doit être évalué par une enseignante ou un enseignant avant d'être offert à l'élève
- Chaque stage doit aussi prévoir une couverture de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail contractée par le Ministère ou l'employeur. (Voir la note Politique/Programmes n° 76A émise le 27 septembre 2000 et affichée dans le site Web du ministère de l'Éducation au www.edu.gov.on.ca/extra/fre/ppm/76af.html.)

L'éducation coopérative est aussi une forme d'apprentissage par l'expérience. Toutefois, pour satisfaire aux exigences du programme de la majeure et aux fins de l'établissement du Relevé de la majeure de l'élève, les deux crédits en éducation coopérative doivent être comptés comme tels dans l'ensemble des crédits requis pour la majeure.

Pour des renseignements sur les exigences concernant l'âge minimum que doit avoir l'élève pour participer à des visites et des expériences en milieu de travail, voir l'annexe C.

4. Expériences d'anticipation

Les expériences d'anticipation fournissent aux élèves l'occasion de découvrir par eux-mêmes ce qu'ils vivront après l'école secondaire dans l'itinéraire d'études de leur choix (p. ex., l'élève qui vise le marché du travail pourra expérimenter le monde du travail dans un lieu de travail; l'élève qui a choisi le collège pourra vivre une expérience au collège et se familiariser avec les programmes offerts au niveau collégial). Les expériences d'anticipation se déroulent en dehors de la classe ordinaire et leur durée varie. Un entretien, un devoir ou une tâche devrait faire suite à l'expérience d'anticipation pour aider l'élève à prendre conscience de ses choix et à s'interroger sur ses objectifs de carrière.

Voici des exemples d'expériences d'anticipation pouvant être proposées aux élèves selon leur itinéraire d'études :

- Collège : interviewer une étudiante ou un étudiant inscrit dans un programme qui intéresse l'élève afin d'obtenir des renseignements sur le programme.
- Formation en apprentissage : recueillir auprès d'une agente ou d'un agent de formation reconnu des renseignements sur un programme qui intéresse l'élève.
- Marché du travail : interviewer une employée ou un employé qui occupe un emploi qui intéresse l'élève.
- Université: participer en auditeur libre à une classe du programme qui intéresse l'élève.
- Développement des compétences essentielles et habitudes de travail à documenter à l'aide d'outils du Passeport-compétences de l'Ontario (PCO)

Le Passeport-compétences de l'Ontario (PCO) est une ressource Web bilingue qui décrit dans un langage clair et accessible à tous les compétences essentielles et les habitudes de travail importantes pour travailler, apprendre et vivre. Les compétences essentielles sont des compétences de base utilisées dans pratiquement toutes les professions et tous les aspects de la vie. Elles incluent la lecture de textes, la rédaction, l'utilisation de documents, la communication verbale, les computations monétaires et la recherche de renseignements. Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) a identifié et homologué les compétences essentielles dont les personnes ont besoin pour s'épanouir pleinement au travail et dans la communauté. Ces compétences rendent possible l'acquisition d'autres compétences qui aident les personnes à s'adapter au changement comme des habiletés

techniques et des habiletés reliées à un emploi ou à un milieu de travail particulier. Le PCO décrit aussi des habitudes de travail importantes comme la sécurité au travail, le travail en équipe, la fiabilité et l'initiative. Les compétences essentielles et les habitudes de travail décrites dans le PCO sont énumérées dans le tableau ci-après.

Compétences essentielles	Habitudes de travail
 Lecture de textes Kédaction Utilisation de documents Informatique Communication verbale Calcul Computations monétaires Calendriers des budgets et des opérations comptables Mesures et calculs Analyse de données numériques Calcul approximatif Capacité de raisonnement Planification et organisation du travail Prise de décisions Résolution de problèmes Recherche de renseignements 	 Sécurité au travail Travail en équipe Fiabilité Organisation Travail en autonomie Initiative Autonomie sociale Service à la clientèle Entrepreneuriat

Les représentants des secteurs consultés lors de l'élaboration des Majeures Haute Spécialisation ont souligné l'importance des compétences essentielles et des habitudes de travail. Ces compétences et ces habitudes sont transférables de l'école au monde du travail, d'un emploi à l'autre et d'un secteur à l'autre. Le PCO donne des échantillons de tâches pour chaque compétence et habitude de travail dans des contextes de travail, d'études ou de vie, ainsi que des détails au sujet de la façon dont les travailleurs utilisent ces compétences au travail. Le PCO fournit aussi des outils qui aident les élèves à prendre de l'assurance, à construire leurs compétences et à faire des rapprochements entre leurs études et la carrière qu'ils envisagent.

Les élèves inscrits à la Majeure Haute Spécialisation sont amenés à utiliser le PCO pour se renseigner sur les compétences essentielles et les habitudes de travail, sur les tâches se rattachant à des activités professionnelles et sur des professions dans le secteur de leur majeure. Leurs enseignants sont tenus de leur fournir des occasions d'utiliser cette ressource pour exercer et construire leurs compétences essentielles et leurs habitudes de travail. Dans le cadre des cours d'éducation coopérative liée à leur majeure, les élèves

SY

utilisent l'outil « Créer un plan de travail » du PCO pour élaborer un plan de travail reflétant leurs objectifs et leurs intérêts ainsi que le secteur de leur majeure. Les superviseurs de stage (les employeurs le cas échéant) peuvent décrire dans ce document les compétences essentielles et les habitudes de travail que les élèves démontrent en milieu de travail. Il est utile d'inciter les élèves à faire le suivi et à planifier le développement de leurs compétences essentielles et habitudes de travail en utilisant la fiche de suivi du PCO qui est conçue à cette fin et pour faciliter la préparation ou la mise à jour de leur curriculum vitae. En prévision d'entrevues ou d'entretiens avec des employeurs potentiels, on pourra ainsi les aider à mettre pleinement en valeur dans leur curriculum vitae ces compétences et habitudes de travail.

Une variété de ressources et d'outils, incluant la fiche de suivi susmentionnée, sont affichés dans le site Web du PCO (http://skills.edu.gov.on.ca) aux fins de la prestation de la majeure.

D. Itinéraires d'études de la Majeure Haute Spécialisation en affaires

Cette section présente des suggestions que les écoles et les conseils scolaires sont invités à exploiter pour faire connaître la Majeure Haute Spécialisation en affaires aux élèves et aux parents dès la 7^e année et les inciter à l'explorer. Il est en effet important d'aider les élèves à cerner les domaines d'activités qui les intéressent, à réfléchir à leur choix de carrière et à planifier leur cheminement.

À cet effet, deux outils importants leur sont fournis dans cette section :

- le modèle d'itinéraires d'études de la Majeure Haute Spécialisation en affaires qui montre les cours que les élèves de 9^e et 10^e année peuvent prendre pour explorer la Majeure Haute Spécialisation en affaires, ainsi que l'ensemble des crédits à obtenir en 11^e et 12^e année pour compléter le programme selon la destination postsecondaire;
- deux tableaux contenant des exemples d'ensembles de crédits pouvant être intégrés à l'horaire pour une spécialisation en comptabilité ou en entrepreneuriat.

Suggestions relatives à la promotion et à la planification de la Majeure Haute Spécialisation en affaires

7º et 8º année : sensibilisation

Les exemples suivants sont suggérés pour sensibiliser les élèves de 7^e et 8^e année au programme de la majeure :

- organiser des excursions scolaires, des compétitions et des activités se rattachant à la majeure dans la communauté;
- planifier des présentations ou des causeries animées par des conférenciers ou des gens d'affaires;
- offrir un programme d'été parrainé par le secteur avant l'entrée au secondaire;
- organiser à l'école secondaire des expériences dans un programme relié au secteur;
- inviter des élèves inscrits à la majeure et des diplômés de la majeure à venir partager leur expérience avec les élèves;
- présenter le programme de la Majeure Haute Spécialisation lors d'une soirée d'information pour les parents des élèves de 8^e année.

9e et 10e année : exploration

Les élèves de 9^e et 10^e année pourraient débuter leur exploration des programmes de la majeure par les mêmes moyens que ceux suggérés plus haut. D'autres possibilités peuvent être exploitées pour les aider à poursuivre cette exploration, par exemple

inviter la personne responsable du dossier de la majeure au conseil scolaire à venir leur présenter les majeures qui sont offertes dans les écoles du conseil et mettre ces majeures en vedette dans le site Web de l'école et du conseil scolaire. Des affiches mettant en évidence les avantages des programmes de la majeu e pourraient être installées dans l'école à l'occasion d'une soirée d'information pour les parents. Enfin, des activités comme « Invitons nos jeunes au travail » peuvent fournir aux élèves des occasions d'explorer des professions dans les secteurs qui les intéressent.

Les élèves qui envisagent de s'inscrire à la Majeure Haute Spécialisation en affaires pourraient tirer profit des cours ci-après pour mieux connaître les options professionnelles et éducatives offertes dans le secteur des affaires.

- Le cours Initiation aux affaires, recommandé pour toutes les destinations, offre aux élèves de 9^e année la possibilité d'explorer une diversité de sujets associés aux affaires et de s'adonner à des activités s'y rattachant.
- Les cours Exploration de carrière et Découvrir le milieu de travail de 10^e année comprennent des attentes qui donnent la possibilité d'explorer les professions ainsi que les options de destinations postsecondaires reliées au secteur grâce à l'apprentissage par l'expérience. Ces cours permettent donc aussi de sensibiliser l'élève au programme de la majeure.
- Le cours Introduction aux technologies de l'information et de la communication est recommandé pour tous les élèves de 10^e année qui songent à s'inscrire à la Majeure Haute Spécialisation en affaires.

11° et 12° année : spécialisation

Les élèves inscrits à la Majeure Haute Spécialisation en affaires acquièrent les connaissances et développent les compétences propres au secteur qui sont nécessaires à l'obtention du diplôme d'études secondaires portant le sceau rouge de la majeure en complétant les cinq composantes requises pour la majeure. Les élèves et leurs parents ou tuteurs consultent les conseillers en orientation ainsi que les enseignants de l'école de manière à choisir les cours correspondant le mieux au profil de l'élève, compte tenu de ses objectifs de carrière.

Les élèves qui veulent suivre une formation en apprentissage devraient s'inscrire au Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO) qui leur permettra de commencer leur formation en vue d'obtenir leur diplôme d'études secondaires de l'Ontario avec la reconnaissance de la Majeure Haute Spécialisation. (Pour plus de renseignements sur ce programme, voir l'annexe B, fiche 3.)

Tel que déjà mentionné, il convient de conseiller aux élèves suivant l'itinéraire d'études menant à l'université d'obtenir leurs deux crédits d'éducation coopérative en 11^e année afin de pouvoir se consacrer entièrement en 12^e année à l'obtention des crédits dont ils ont besoin pour satisfaire aux conditions d'admission à l'université.

Modèle d'itinéraires d'études de la Majeure Haute Spécialisation en affaires

Cases vertes : crédits requis pour la Majeure Haute Spécialisation en affaires

• (O) : crédits obligatoires pour l'obtention du DESO

9° année Exploration	10° année Exploration	Itinéraire : Formation en apprentissage Spécialisation		Itinéraire : Collège Spécialisation		Itinéraire : Université Spécialisation		Itinéraire : Marché du travail Spécialisation	
		11° année	12° année	11° année	12° année	11° année	12° année	11° année	12° année
Crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire
(0) Français	(O) Français	(0) Français	(0) Français	(O) Français	(0) Français	(0) Français	(0) Français	(O) Français	(0) Français
(0) Mathématiques	(0) Mathématiques	(0) Mathématiques	Mathématiques	(0) Mathématiques	Mathématiques	(0) Mathématiques	Mathématiques	(0) Mathématiques	Mathématiques
(O) Sciences	(O) Sciences	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe	Crédit additionnel en affaires et commerce ou autre cours connexe
(0) Géographie du Canada	(0) Histoire du Canada	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires
(O) English	Exploration de carrière / Éducation à la citoyenneté	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires	Majeure en affaires
(0) Vie active et santé	(0) Éducation artistique	(Peut compter comme créd Éducation coopérativ liée aux crédits de sp en 11° ou 12° année	re (2 crédits)	(Peut compter comme crédits obligatores) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		(Peut comprer comme créd Éducation coopérativ liée aux crédits de sp en 11° ou 12° année	re (2 crédits)	(Peut compter comme créd Éducation coopérativ liée aux crédits de sp en 11° ou 12° année	re (2 crédits)
Initiation aux affaires	Crédit en affaires et commerce ou Introduction aux technologies de l'information et de la communication	Crédit obligatoire ou optionnel	Éducation coopérative ou Technologie des communications	Crédit obligatoire ou optionnel	Éducation coopérative ou Technologie des communications	Crédit obligatoire ou optionnel	Crédit obligatoire ou optionnel	Éducation coopérative ou Technologie des communications	Éducation coopérative ou Technologie des communications

Ensemble des crédits requis pour la majeure en affaires : spécialisation en comptabilité (exemple) • Cases vertes : crédits requis pour une spécialisation en comptabilité • (0) : crédits obligatoires pour l'obtention du DESO

• C, E, M, O ou U à la fin des codes de cours indiquent les filières de cours suivants : C / précollégial; E / préemploi; M / préuniversitaire/précollégial; O / ouvert; U / préuniversitaire

Itinéraire : Formation en	apprentissage	Itinéraire : Collège		Itinéraire : Université		Itinéraire : Marché du travail		
11° année	12° année	11° année	12° année	11° année	12° année	11° année	12° année	
English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	
(0) FRA3C Français	(O) FRA4C Français	(O) FRA3C Français	(0) FRA4C Français	(0) FRA3U Français	(0) FRA4U Français	(0) FRA3E Français	(O) FRA4E Français	
(0) MBF3C Méthodes de mathématiques	MAP4C Méthodes de mathématiques	(O) MBF3C Méthodes de mathématiques	MAP4C Méthodes de mathématiques	(O) MCR3U Fonctions	MDM4U Mathématiques de la gestion des données	(0) MEL3E Mathématiques de la vie courante	MEL4E Mathématiques de la vie courante	
HIP3E Gestion des ressources personnelles	BDV4C Entrepreneuriat : planification d'une entreprise	HIR3C Gestion des ressources personnelles et familiales	BDV4C Entrepreneuriat : planification d'une entreprise	CIE3M L'individu et l'économie	CIA4U Analyse des grands enjeux économiques contemporains	HIP3E Gestion des ressources personnelles	GLN40 Saisir le milieu de travail	
Crédit de spécialisation BMI3C Principes de marketing	Crédit de spécialisation BAN4E Comptabilité de la petite entreprise	Crédit de spécialisation BMI3C Principes de marketing	Crédit de spécialisation BAT4M Principes de comptabilité financière	Crédit de spécialisation BAF3M Introduction à la comptabilité financière	Crédit de spécialisation BAT4M Principes de comptabilité financière	Crédit de spécialisation BAI3E Introduction à la comptabilité	Crédit de spécialisation BAN4E Comptabilité de la petite entreprise	
Crédit de spécialisation BAI3E Introduction à la comptabilité	Crédit de spécialisation BOG4E Gestion d'une entreprise	Crédit de spécialisation BAF3M Introduction à la comptabilité financière	Crédit de spécialisation BOH4M Principes de gestion	Crédit de spécialisation BDI3C Introduction à l'entrepreneuriat	Crédit de spécialisation BOH4M Principes de gestion	Crédit de spécialisation BMX3E Marketing de la vente au détail et des services	Crédit de spécialisation BOG4E Gestion d'une entreprise	
(Peut compter comme crédits oblig Éducation coopérative (2 ci liée aux crédits de spécialis en 11° ou 12° année	rédits)	(Peut compter comme crédits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		(Peut compter comme crédits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		(Peut compter comme crédits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		
BTA30 Technologie de l'information et de la communication : environnement informatisé ou TGJ3E Technologie des communications	FAF40 Français des affaires et de la technologie	TGJ3M Technologie des communications ou BTA3O Technologie de l'information et de la communication : environnement informatisé	FAF40 Français des affaires et de la technologie	CLU3M Comprendre le droit canadien ou TGJ3M Technologie des communications	CLN4U Le droit canadien et international ou MCV4U Calcul différentiel et vecteurs	TGJ3E Technologie des communications ou BTA3O Technologie de l'information et de la communication : environnement informatisé	FAF4O Français des affaires et de la technologie	

Ensemble des crédits requis pour la majeure en affaires : spécialisation en entrepreneuriat (exemple) • Cases vertes : crédits requis pour une spécialisation en entrepreneuriat • (0) : crédits obligatoires pour l'obtention du DESO • C, E, M, O ou U à la fin des codes de cours indiquent les filières de cours suivants : C / précollégial; E / préemploi; M / préuniversitaire/précollégial; O / ouvert; U / préuniversitaire

Itinéraire : Formation en	apprentissage	Itinéraire : Collège		Itinéraire : Université		Itinéraire : Marché du travail		
11° année	12° année	11° année	12° année	11° année	12° année	11° année	12° année	
English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	English ou crédit optionnel ou obligatoire	
(O) FRA3C Français	(0) FRA4C Français	(0) FRA3C Français	(0) FRA4C Français	(O) FRA3U Français	(0) FRA4U Français	(O) FRA3E Français	(O) FRA4E Français	
(0) MBF3C Méthodes de mathématiques	MAP4C Méthodes de mathématiques	(O) MBF3C Méthodes de mathématiques	MAP4C Méthodes de mathématiques	(O) MCR3U Fonctions	MDM4U Mathématiques de la gestion des données	(O) MEL3E Mathématiques de la vie courante	MEL4E Mathématiques de la vie courante	
BAI3E Introduction à la comptabilité	BAN4E Comptabilité de la petite entreprise	BAF3M Introduction à la comptabilité financière	BTX4C Technologie de l'information et de la communication : solutions multimédias	CIE3M L'individu et l'économie	CIA4U Analyse des grands enjeux économiques contemporains	BAI3E Introduction à la comptabilité	GLN40 Saisir le milieu de travail	
Crédit de spécialisation BDI3C Introduction à l'entrepreneuriat	Crédit de spécialisation BDV4C Entrepreneuriat : planification d'une entreprise	Crédit de spécialisation BDI3C Introduction à l'entrepreneuriat	Crédit de spécialisation BDV4C Entrepreneuriat : planification d'une entreprise	Crédit de spécialisation BDI3C Introduction à l'entrepreneuriat	Crédit de spécialisation BOH4M Principes de gestion	Crédit de spécialisation BMX3E Marketing de la vente au détail et des services	Crédit de spécialisation BOG4E Gestion d'une entreprise	
Crédit de spécialisation BMI3C Principes de marketing	Crédit de spécialisation BOG4E Gestion d'une entreprise	Crédit de spécialisation BMI3C Principes de marketing	Crédit de spécialisation BOH4M Principes de gestion	Crédit de spécialisation BAF3M Introduction à la comptabilité financière	Crédit de spécialisation BBB4M Principes de commerce international	Crédit de spécialisation BDP30 Esprit entrepreneurial	Crédit de spécialisation BTX4E Technologie de l'information et de la communication en milieu de travail	
(Peut compter comme crédits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		(Peut compter comme crédits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		(Peut compter comme credits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		(Peut compter comme credits obligatoires) Éducation coopérative (2 crédits) liée aux crédits de spécialisation en 11° ou 12° année		
HIR3C Gestion des ressources personnelles et familiales ou TGJ3E Technologie des communications	FAF4O Français des affaires et de la technologie	HIR3C Gestion des ressources personnelles et familiales ou TGJ3M Technologie des communications	FAF40 Français des affaires et de la technologie	CLU3M Comprendre le droit canadien ou TGJ3M Technologie des communications	CLN4U Le droit canadien et international ou MCV4U Calcul différentiel et vecteurs	TGJ3E Technologie des communications ou B1A3O Technologie de l'information et de la communication : environnement informatisé	FAF4O Français des affaires et de la technologie	

E. Professions dans le secteur des affaires

La Classification nationale des professions (CNP) classe et décrit les professions au Canada à l'aide d'un système de code numérique de quatre chiffres appelé Code national des professions. Ce système et ces codes constituent la source officielle de renseignements sur les professions au Canada. Il suffit d'entrer ce code de quatre chiffres dans la case « Recherche rapide » sur le site Web de la CNP (www5.rhdsc.gc.ca/NOC-CNP) pour obtenir des renseignements sur les professions reliées à une carrière.

Pour plus de renseignements sur une profession :

- visiter le site Web du Passeport-compétences de l'Ontario (http://skills.edu.gov.on.ca);
- · cliquer sur « Professions et tâches » dans la barre de navigation;
- choisir « Classés par code Classification Nationale des Professions »; et
- cliquer sur le crochet () « Échantillon de tâches du milieu de travail » pour obtenir une description de la profession, un sommaire des compétences essentielles requises dans cette profession et un échantillon des tâches typiques accomplies au travail pour cette profession. (Des liens permettent aussi l'accès à d'autres sites sur la carrière et l'emploi.)

Le tableau suivant contient des exemples de professions propres au secteur des affaires réparties selon le genre de formation ou d'éducation postsecondaire habituellement exigé pour chaque profession. Leur nomenclature et code sont tirés de la banque de données du CNP et pourraient différer un peu de ceux utilisés sur le terrain.

Collège

- Acheteur/acheteuse des commerces de gros et de détail (6233)
- Agent/agente aux achats (1225)
- Agent/agente d'administration (1221)
- Agent/agente de programmes, recherchiste et expert-conseil/experte-conseil en politiques sociales (4164)
- Agent/agente des prêts (1232)
- Agent/agente du personnel et recruteur/recruteuse (1223)
- Commis à la comptabilité et personnel assimilé (1431)
- Commis de banque, d'assurance et d'autres services financiers (1434)
- Commis de soutien administratif (1441)

Formation en apprentissage

- Coordonnateur/coordonnatrice d'événements spéciaux (1226)
- Magasinier/magasinière et commis aux pièces (1472)
- Vendeur/vendeuse et commis-vendeur/ commis-vendeuse – commerce de détail (6421)

Collège (suite)

- Commis des services du personnel (1442)
- Estimateur/estimatrice et évaluateur/ évaluatrice (1235)
- Expert/experte en sinistres et rédacteur/rédactrice sinistres (1233)
- Juge de paix et officier/officière de justice (1227)
- Opérateur/opératrice d'équipement d'éditique et personnel assimilé (1423)
- Organisateur/organisatrice d'événements spéciaux (1226)
- Planificateur/planificatrice de congrès et d'événements spéciaux (1226)
- Professionnel/professionnelle des services aux entreprises de gestion (1122)
- Secrétaire (sauf domaines juridique et médical) (1241)
- Secrétaire juridique (1242)
- Spécialiste des ressources humaines (1121)
- Superviseur/superviseure de commis à la transcription, à la distribution et aux horaires (1215)
- Superviseur/superviseure de commis de finance et d'assurance (1212)
- Teneur/teneuse de livres (1231)

Marché du travail

- Acheteur/acheteuse des commerces de gros et de détail (6233)
- Agent/agente et vendeur/vendeuse en immobilier (6232)
- Commis à la comptabilité et personnel assimilé (1431)
- Commis à la paye (1432)
- Commis au classement et à la gestion des documents (1413)
- Commis au courrier et aux services postaux et personnel assimilé (1461)
- Commis aux achats et à l'inventaire (1474)
- Commis aux services à la clientèle, commis aux renseignements et personnel assimilé (1453)
- Commis de banque, d'assurance et d'autres services financiers (1434)
- Commis de bureau général/commis de bureau générale (1411)
- Commis de soutien administratif (1441)

Université

- Adjoint/adjointe de direction (1222)
- Agent/agente de développement économique, recherchiste et expert-conseil/experte-conseil en marketing (4163)
- Agent/agente de programmes, recherchiste et expert-conseil/experte-conseil en politiques sociales (4164)
- Agent/agente en valeurs, agent/agente en placements et négociateur/négociatrice en valeurs (1113)
- Analyste financier/analyste financière et analyste en placements (1112)
- Économiste, recherchiste et analyste des politiques économiques (4162)
- Mathématicien/mathématicienne, statisticien/ statisticienne et actuaire (2161)
- Professionnel/professionnelle des services aux entreprises de gestion (1122)
- Spécialiste des ressources humaines (1121)
- Vérificateur/vérificatrice et comptable (1111)

Marché du travail (suite)

- Commis des services du personnel (1442)
- Commis des services judiciaires (1443)
- Courtier/courtière en douanes, courtier/courtière maritime et autre courtier/courtière (1236)
- Expéditeur/expéditrice et réceptionnaire (1471)
- Magasinier/magasinière et commis aux pièces (1472)
- Réceptionniste et standardiste (1414)
- Représentant/représentante au service à la clientèle – services financiers (1433)
- Vendeur/vendeuse et commis-vendeur/ commis-vendeuse – commerce de détail (6421)

F. Programmes postsecondaires et de formation dans le secteur des affaires

On trouvera ci-dessous des exemples de programmes postsecondaires et de formations liés au secteur des affaires ainsi que les diplômes auxquels ils donnent droit.

Collège

Programmes offerts en français :

Adjoint/adjointe juridique	Diplôme
Administration de bureau – adjoint administratif/ adjointe administrative	Diplôme
Administration de bureau – commis	Certificat
Administration de la loi et de la sécurité	Diplôme
Administration des affaires	Diplôme
Administration des affaires – comptabilité	Diplôme
Administration des affaires – gestion	Diplôme
Administration des affaires – marketing	Diplôme
Administration des affaires – services financiers	Diplôme
Commerce	Diplôme
Commerce – gestion informatisée d'entreprise	Diplôme
Développement économique communautaire	Diplôme
Gestion culinaire	Diplôme
Gestion de la sécurité	Diplôme
Gestion du commerce international	Diplôme
Gestion hôtelière et de restaurant	Diplôme
Publicité	Diplôme
Relations publiques	Diplôme

Programmes offerts en anglais :

Accounting and Finance	Diploma, advanced diploma, and bachelor's degree			
Accounting Business Systems	Diploma			
Administrative Assistant	Diploma			
Advertising – Integrated Marketing Communications, Media Sales, Media Marketing and Sales, Creative Media and Graphic Design	Diploma			
Advertising and Graphic Design	Diploma			
Bachelor of Applied Business (in a wide range of areas such as Fashion, Human Resources, Golf, Tourism)	Bachelor's degree			
Business Administration	Diploma or advanced diploma			
Business Administration – Automotive Marketing, Accounting, General, Marketing, Finance, Materials and Operations Management, Information Systems, International Business, Human Resources, Financial Planning, Management Studies, Materials Management and Distribution, Professional Golf, Small Business	Diploma, advanced diploma and bachelor's degree			
Business Computer Systems	Diploma			
Business – Insurance, Accounting, Marketing, Information Systems, Logistics	Diploma			
Business Operations	Diploma			
Business Skills and Marketing	Diploma			
Community Economic and Social Development Administration	Diploma			
Corporate Communications/Public Relations	Advanced diploma and bachelor's degree			
E-Business Administration	Diploma			
E-Business Supply Chain Management	Bachelor's degree			
E-Commerce Management	Diploma			
Economics	Bachelor's degree			
Event Management	Diploma			
Fashion Business	Diploma			
Financial Planning, Financial Services	Diploma and bachelor's degree			

General Business	Diploma and advanced diploma
Hospitality Management	Diploma
Human Relations Management	Diploma
Human Resources Management	Advanced diploma
International Accounting and Finance	Bachelor's degree
International Business	Diploma and bachelor's degree
Marketing Administration	Diploma, advanced diploma and graduate certificate
Materials and Operations Management	Advanced diploma
Office Administration – Executive, General, Legal, Medical	Certificate
Professional Accounting	Diploma
Professional Financial Service, Medical Intensive	Diploma
Public Institution Management and Administration	Diploma
Public Relations	Diploma
Small Business and Entrepreneurship	Diploma
Small Business Management	Diploma
Sports Business Management	Diploma
Tourism and Hospitality Management – Business Applications	Diploma

Formation en apprentissage

Programmes offerts en français :

Coordonnateur/coordonnatrice d'événements spéciaux	Certificat d'apprentissage/Certificat de qualification professionnelle
Formation en apprentissage dans les métiers, en préparation pour l'entrepreneuriat (p. ex., manœuvre en construction, plomberie, charpenterie-menuiserie, ébénisterie, électricité, soudure, mécanique, aménagement paysager, arboriculture, horticulture, esthétique, décoration intérieure)	Certificat d'apprentissage/Certificat de qualification professionnelle
Préposé aux pièces	Certificat d'apprentissage/Certificat de qualification professionnelle

Vendeur/vendeuse d'articles de quincaillerie ou de matériaux de construction	Certificat d'apprentissage/Certifica de qualification professionnelle		
Programmes offerts en anglais :			
Construction Materials Retailer	Certificate of Apprenticeship/ Certificate of Qualification		
Hardware, Lumber and Building Materials Retailer	Certificate of Apprenticeship/ Certificate of Qualification		
Parts Technician	Certificate of Apprenticeship/ Certificate of Qualification		
Special Events Coordinator	Certificate of Apprenticeship/ Certificate of Qualification		
Marché du travail			
Programmes offerts en français :			
Administration des affaires	Certificat		
Agent/agente aux réservations	Certificat		
Aménagement paysager	Certificat		
Coordonnateur/coordonnatrice d'activités spéciales	Certificat		
Gestion du rendement et du comportement des employés	Formation en ligne du Conseil canadien des ressources humaines en tourisme (CCRHT)		
Représentant/représentante des ventes	Reconnaissance professionnelle EMERIT		
Servir autrement : confiance et approche humaine	Ateliers d'Impact-Pro		
Programmes offerts en anglais :			
Accounting and Information Technology	Certificate		
Advanced Web Development for E-Business	Certificate		
Advertising Design	Certificate		
Business Foundations	Certificate		
Business Management	Certificate		
Business Office Skills	Certificate		
Communications Excellence	Certificate		

Certificate

Customer Service Fundamentals - Insurance

Customer Service Leadership	Certificate
Desktop Publishing	Certificate
E-Commerce E-Commerce	Certificate
Finance and Insurance	Certificate
Human Resources Associate	Certificate
Human Resources Management	Certificate
Management	Certificate
Office Administration – General	Certificate
Retail Sales Associate	Certificate
Retail Sales Excellence	Certificate
Small Business – Office Automation	Certificate
Web Design Development and Maintenance	Certificate
Workplace Leadership	Certificate

Université

Programmes offerts en français :

Administration des affaires

Administration des arts	Baccalauréat
Administration publique	Baccalauréat
Commerce (avec option)	Baccalauréat
Affaires électroniques	
Entrepreneuriat	
Finance	
Gestion des ressources humaines	
Gestion internationale	
Management	
Marketing	
Commerce (sans option)	Baccalauréat
Comptabilité	Baccalauréat
Développement international et mondialisation	Baccalauréat
Planification financière	Certificat
Relations industrielles	Certificat
Système d'information de gestion	Baccalauréat

Certificat



Accounting	Bachelor's degree
Accounting and Financial Management	Bachelor's degree
Administrative Studies/Commercial Studies	Bachelor's degree
Advertising Design	Bachelor's degree
Agricultural Business/Agribusiness Operations	Bachelor's degree
Agricultural Business Management	Bachelor's degree
Business Administration	Bachelor's degree
Business and Computer Science	Bachelor's degree
Business and Mathematics	Bachelor's degree
Business Communications	Bachelor's degree
Commerce	Bachelor's degree
Commerce and Computer Science	Bachelor's degree
Commerce and Finance	Bachelor's degree
Economics	Bachelor's degree
Economics and Finance	Bachelor's degree
Economics and Business	Bachelor's degree
E-Commerce	Bachelor's degree
E-Business	Bachelor's degree
Entrepreneurial Management	Bachelor's degree
Entrepreneurship	Bachelor's degree
Environment and Business	Bachelor's degree
Finance	Bachelor's degree
Financial Mathematics	Bachelor's degree
Housing and Real Estate Management	Bachelor's degree
Human Resources Management/Industrial Relations	Bachelor's degree
International Business/International Economics	Bachelor's degree
International Investment Finance and Banking	Bachelor's degree
International Management	Bachelor's degree
International Trade	Bachelor's degree
Management Economics/Industry and Finance	Bachelor's degree
Marketing	Bachelor's degree

Mathematics and Business Administration	Bachelor's degree
Mathematics for Commerce	Bachelor's degree
Operational Research/Operations Management	Bachelor's degree
Organizational Studies/Leadership	Bachelor's degree
Recreation and Business	Bachelor's degree
Retail Management	Bachelor's degree
Sports Administration/Sports Management	Bachelor's degree
Strategic Management in International Human Resources	Bachelor's degree
Sustainable Local Economic Development	Bachelor's degree

G. Ressources

Les ressources ci-après sont accessibles en ligne et peuvent servir aux recherches d'information liées au secteur des affaires, à la formation et à la santé et la sécurité en milieu de travail.

Associations et autres

All Business (site en anglais)	www.allbusiness.com
Association de l'éducation coopérative de l'Ontario	www.ocea.on.ca
Association des banquiers canadiens	www.cba.ca
Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA)	www.cga-ontario.org
Comptables agréés du Canada	www.cica.ca
Comptables en management accrédités	www.cma-canada.org
Développement des collectivités en Ontario	www.ontcfdc.com
Entreprises Canada (Plan d'affaires interactif)	www.entreprisescanada.ca/pai/
Entreprises Canada (Services aux entrepreneurs)	www.entreprisescanada.ca
Fondation canadienne d'éducation économique (FCEE)	www.cfee.org
Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs	www.fcje.ca
La bourse de Toronto	www.tsx.com/fr/index.html
L'Alliance des conseils sectoriels	www.councils.org
L'Association des conseillers en orientation de l'Ontario (site en anglais)	www.osca.ca
Le Conference Board du Canada	www.conferenceboard.ca/francais
Regroupement des gens d'affaires	www.rga.ca
Regroupement des organismes du patrimoine franco-ontarien (Francoroute)	www.ropfo.ca
Ressources humaines et Développement social Canada	www.rhdsc.gc.ca

Cheminement de carrière : formation, études et métiers

Applications du travail et de l'apprentissage (Projet national ATA)	www.awal.ca
Banque de développement du Canada	www.bdc.ca
Banque de la Nouvelle-Écosse	www.scotiabank.com
Banque de Montréal	www.bmo.com
Banque Royale	www.banqueroyale.com
Career Cruising (site en anglais)	www.careercruising.com
Centre d'études indépendantes	www.ilc.org/index2.html
Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario	http://centre.ouac.on.ca
Centre de formation Éric Langevin	www.formationlangevin.com
Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa (OCRI)	www.ocri.ca/francais
Centre de services aux entreprises Canada-Ontario	www.entreprisescanada.ca/ontario
Compétences Canada	www.skillscanada.com
Emploi-Avenir	www.jobfutures.ca
Emploi Ontario	www.edu.gov.on.ca/fre/tcu/ etlanding.html
Entrepreneuriat Québec	www.lancement-e.com
Guichet Emplois	www.jobbank.gc.ca
Industrie Canada	www.ic.gc.ca
Information sur le marché du travail	www.labourmarketinformation.ca
Jeunes Entreprises	www.jacan.org
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités	www.edu.gov.on.ca/fre/tcu/index.htm
Ministère de la Recherche et de l'Innovation	www.mri.gov.on.ca
Ministère de l'Éducation	www.edu.gov.on.ca
Ministère des Petites Entreprises et des Services aux Consommateurs	www.sbe.gov.on.ca/ontcan/sbe/fr/ home_fr.jsp
Ministère du Travail	www.labour.gov.on.ca
Ontario info Emploi	www.onwin.ca/francais/index.cfm
Ontario Tourism Education Corporation (OTEC) (site en anglais)	www.otec.org

	and the state of t
« Passage vers la réalisation professionnelle », programme du Réseau SocioAction des Femmes francophones (RéSAFF)	www.resaff.ca/fr/Programme_ PASSAGE_101.html
Passeport-compétences de l'Ontario (PCO)	http://skills.edu.gov.on.ca
Passeport pour la prospérité	www.edu.gov.on.ca/fre/general/ elemsec/job/passport
Perspectives Jeunesse Ontario	www.youthjobs.gov.on.ca
Perspectives Ontario (Guide de la planification de carrière en Ontario)	www.edu.gov.on.ca/fre/prospects
Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO)	www.oyap.com
Service d'admission des collèges de l'Ontario	www.collegesdelontario.ca
Skills Canada – Ontario (site en anglais)	www.skillsontario.com
Statistique Canada	www.statcan.ca
Vos compétences sont-elles à la hauteur? TOWES	http://measureup.towes.com
Santé, sécurité et certifications	
Ambulance St-Jean	www.sja.ca
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST)	www.cchst.ca
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	www.wsib.on.ca
Conseil canadien de la sécurité (CCS)	www.safety-council.org/CCS/ findex.html
Croix-Rouge canadienne	www.croixrouge.ca
Industrial Accident Prevention Association (IAPA)	www.iapa.ca/home/home.asp

travail (CCHST)	
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	www.wsib.on.ca
Conseil canadien de la sécurité (CCS)	www.safety-council.org/CCS/ findex.html
Croix-Rouge canadienne	www.croixrouge.ca
Industrial Accident Prevention Association (IAPA) (site en anglais)	www.iapa.ca/home/home.asp
Institut canadien du commerce du détail	www.retaileducation.ca/cms/ sitem.cfm/fr
Inventaire de personnalité	www.cforp.on.ca/boussole
Passeport sécurité	www.passporttosafety.com/francais
Permis de conduire international d'ordinateur	www.icdl.ca
Prevention Dynamics (site en anglais)	www.preventiondynamics.com
Rescue 7 (premiers soins)	www.rescue7.ca
Sensibilisation des jeunes à la sécurité au travail	www.prevenez-les.ca

Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) – formation en ligne (site en anglais)	www.virtualwhmis.ca
Smart Serve Ontario	www.smartserve.org
Société de sauvetage	www.lifesaving.ca
Travailleur avisé, travailleur en santé!	www.livesafeworksmart.net
Logiciels et compétitions	
a) Logiciels	
IBM Canada Éducation	www.ibm.ca
Intuit Canada (Gestion de petites entreprises, Impôt Rapide)	www.intuiteducation.ca
Microsoft	www.microsoft.ca
Tap'Touche	www.megagiciel.com
b) Compétitions	
Concours ontarien d'élaboration des plans d'affaires (Ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat)	www.sbe.gov.on.ca/ontcan/sbe/fr/ youth_schoolcomp_fr.jsp
Jeunes entreprises	www.jacan.org

Place à la jeunesse

www.placealajeunesse.ca



H. Annexes

Annexe A : Activité d'apprentissage contextualisée (AAC) pour la Majeure Haute Spécialisation

Les crédits d'appui requis aux fins de la majeure doivent intégrer des activités d'apprentissage contextualisées (AAC). Il s'agit d'activités requérant l'application de connaissances et de compétences qui sont étroitement liées au secteur économique de la majeure. Ces activités d'apprentissage visent le traitement des attentes du curriculum se rattachant à ces cours.

L'activité d'apprentissage contextualisée doit représenter un minimum de six heures et un maximum de dix heures d'études. Les conseils scolaires peuvent élaborer une activité d'apprentissage contextualisée dont la réalisation demandera ces six à dix heures d'études ou une séquence d'activités plus courtes qui requerront ensemble six à dix heures d'études.

Le modèle ci-après doit être utilisé pour décrire chaque activité ou série d'activités d'apprentissage contextualisée associée aux crédits d'appui de la majeure. Les formulaires dûment remplis doivent être soumis au ministère de l'Éducation ainsi que tout le matériel à utiliser pour les activités (voir à ce sujet les détails donnés dans le modèle).

Les AAC seront affichées dans le site Web de Communauté d'@pprentissage Ontario au www.apprentissageelectroniqueontario.ca (site protégé par mot de passe pour les membres de la communauté enseignante de l'Ontario).

Modèle à utiliser pour l'activité d'apprentissage contextualisée

Notes à l'attention des personnes responsables de l'élaboration et de la soumission des AAC :

- Veuillez prendre soin d'observer la réglementation en vigueur sur le droit d'auteur lors de la sélection du matériel pour les AAC. Pour plus de renseignements, consultez le site Web d'Access Copyright – The Canadian Copyright Licensing Agency (Société de gestion collective des droits de reproduction) au www.accesscopyright.ca.
- Aux fins de la soumission, veuillez éliminer de ce modèle toute indication en italique visant seulement à vous aider dans l'élaboration de l'activité.
- Tout le matériel doit être soumis en format Microsoft Word.

		- 1				-		
0.0	100	21.15	50	23	22	Ó	12	50
S 1 12.1	10.2	2 5 1	3.5	2.8	3.2	C	80	Э

Conseil scolaire	
Date d'élaboration de l'AAC	
Personne pouvant fournir des renseignements sur cette activité	
Poste	
Téléphone	() -
Télécopieur	() -
Courriel	
Secteur de la majeure	
Code et titre du cours du curriculum de l'Ontario	
Titre de l'AAC	
Brève description de l'AAC	
Durée	(Un minimum de 6 heures et un maximum de 10 heures d'études pour compléter l'activité ou la série d'activités.)
Attente(s)	(Indiquer le ou les domaines d'étude du programme-cadre sous lesquels figurent les attentes ciblées pour l'activité ou la série d'activités et transcrire en toutes lettres l'énoncé de ces attentes.)

> AAC | suite

Contenus d'apprentissage	(Indiquer la ou les rubriques du programme-cadre sous lesquelles figurent les contenus d'apprentissage ciblés pour l'activité ou la série d'activités et transcrire en toutes lettres l'énoncé de ces contenus.)			
	Que voulons-nous que les élèves apprennent?			
	 Préciser les objectifs d'apprentissage clés se rattachant aux attentes ciblées. 			
	 Organiser ces objectifs d'apprentissage selon une progression logique de manière à montrer le cheminement que les élèves suivront pour les atteindre. 			
Compétences essentielles et habitudes de travail	(Indiquer à l'aide d'un crochet les compétences essentielles et les habitudes de travail traitées ou exercées du fait de cette activité ou de cette série d'activités.)			
	Compétences essentielles			
	Lecture de textes			
	☐ Rédaction ☐ Utilisation de documents			
	☐ Informatique			
	☐ Communication verbale			
	Calcul			
	☐ Computations monétaires			
	Calendriers des budgets et des opérations comptables			
	Mesures et calculs			
	☐ Analyse de données numériques ☐ Calcul approximatif			
	Capacité de raisonnement			
	☐ Planification et organisation du travail			
	☐ Prise de décisions			
	☐ Résolution de problèmes			
	Recherche de renseignements			
	Habitudes de travail			
	Sécurité au travail			
	☐ Travail en équipe ☐ Fiabilité			
	□ Organisation			
	☐ Travail en autonomie			
	☐ Initiative			
	☐ Autonomie sociale			
	☐ Service à la clientèle ☐ Entrepreneuriat			
Attentes relatives à l'enseignement religieux le cas échéant				

Stratégies d'enseignement et d'évaluation

Notes de l'enseignante ou de l'enseignant (Fournir des suggestions qui faciliteront la prestation de l'activité d'apprentissage contextualisée. Par exemple, rappeler aux enseignants de veiller à ce que tout le matériel nécessaire, notamment les documents authentiques du secteur, soit mis à la disposition des élèves pour l'activité.)

Mise en situation (Décrire la situation de travail dans laquelle les élèves seront placés pour réaliser l'activité.)

Stratégies (Dresser dans un style télégraphique une liste descriptive des stratégies d'enseignement et d'évaluation choisies dans le contexte de la réalisation de l'activité pour entraîner chaque apprentissage visé et apprécier le niveau de chacun de ces apprentissages. Préciser les outils qui serviront la cueillette des données d'évaluation, par exemple exercice, questionnaire, projet ou expérience.)

Par quels moyens se fera l'apprentissage?

Les stratégies d'enseignement choisies favorisent-elles l'atteinte des obiectifs d'apprentissage?

- Les stratégies d'évaluation se rattachent-elles de manière ordonnée, méthodique et pertinente à chaque stratégie d'enseignement?
- Les stratégies d'évaluation et d'enseignement donnent-elles l'occasion de fournir une rétroaction à l'élève et d'assurer son suivi tout au long de l'activité?
- Par quels moyens différencier l'enseignement et l'évaluation pour répondre aux besoins des élèves?

Quels ajustements doivent être apportés aux stratégies d'enseignement et d'évaluation pour aider les élèves qui éprouvent de la difficulté à progresser dans leur apprentissage?



> AAC | suite

Évaluation du rendement de l'élève

(Énumérer dans le tableau ci-après toutes les tâches d'évaluation reliées aux stratégies décrites dans la section précédente. Joindre tous les exercices, questionnaires, projets, expériences, etc., qui sont destinés aux élèves.)

Comment saurons-nous que les élèves progressent dans leur apprentissage?	Comment saurons-nous que les élèves ont réalisé l'apprentissage?
Par quels moyens les élèves démontreront-ils	Par quels moyens les élèves démontreront-ils
leur cheminement d'apprentissage?	la réalisation des apprentissages?
 Quels critères seront utilisés pour déterminer	 Quels critères seront utilisés pour déterminer
si les élèves cheminent bien dans leur	que les élèves ont bien réalisé les apprentis-
apprentissage?	sages?
• Quels instruments de mesure ou outils d'évalua-	Quels instruments de mesure ou outils d'évalua-
tion conviendront le mieux pour rassembler les	tion conviendront le mieux pour rassembler les
preuves de leur cheminement d'apprentissage?	preuves de la réalisation des apprentissages?

• Les tâches d'évaluation fourniront-elles aux élèves la possibilité de démontrer par divers moyens tout ce qu'ils ont appris.

Stratégies / Tâches d'évaluation (Ajouter d'autres rangées au besoin.)	But de l'évaluation (diagnostique, formative, sommative)	
1.		
2.		
3.		
4.		

Outils d'évaluation

(Lister ici et joindre tous les outils utilisés pour l'évaluation comme les listes de vérification, les grilles d'évaluation adaptées, les clés de correction.)

AAC | suite >

Adaptations

(Énumérer les adaptations pédagogiques, les adaptations environnementales et les adaptations en matière d'évaluation.)

Quelles adaptations doivent être apportées aux stratégies d'enseignement et d'évaluation pour satisfaire aux différents besoins des élèves?

Notes, commentaires ou explications

(Donner tout autre renseignement pertinent ou suggestion pouvant aider les enseignants à offrir l'activité ou la série d'activités.)

Matériel annexé

Énumérer la liste du matériel envoyé avec cette activité d'apprentissage contextualisée. (Joindre tout le matériel utilisé pour offrir l'activité ou la série d'activités comme les feuilles de travail des élèves, les tests, etc.)

Ressources Énumérer toutes les ressou	arces nécessaires pour offrir l'activité ou la série d'activités.)
Matériel provenant du	secteur (p. ex., dessins techniques, guides, cahier de spécifications, feuilles d'analyse
Ressources humaines	
mprimés	
/idéos / DVD	
ogiciels	
Sites Web	
Autre matériel	

Annexe B: Fiches de renseignements

Fiche 1 : Renseignements sur l'éducation coopérative

Tous les programmes d'éducation coopérative de l'Ontario comportent des exigences précises, dont celles énoncées ci-dessous.

Entrevue préalable

Le but de cette première entrevue avec la candidate ou le candidat est de s'assurer :

- que l'élève est prêt à apprendre en milieu de travail et a suivi, suit ou suivra le cours connexe au stage proposé pour l'éducation coopérative (si la candidate ou le candidat ne semble pas suffisamment prêt ou engagé, son admission au programme d'éducation coopérative pourra être reportée jusqu'à ce que cette exigence soit satisfaite);
- que les obstacles à la réussite sur le lieu de travail sont reconnus et que des soutiens appropriés peuvent être mis en place (p. ex., appareils fonctionnels, formatrice ou formateur en milieu de travail);
- qu'il existe un stage correspondant aux objectifs et aux intérêts de l'élève.

Organisation du stage

Les stages pour les élèves doivent être organisés par l'école et doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- Un stage doit être évalué par une enseignante ou un enseignant avant qu'un élève n'y soit affecté afin de s'assurer que l'endroit où a lieu le stage offre un environnement positif à l'apprentissage et est sécuritaire.
- En général, un élève du programme d'éducation coopérative ne reçoit pas de rémunération pour le travail qu'il
 accomplit durant son stage puisque l'accent est mis sur l'apprentissage. Cependant, tant que le stage répond à
 tous les critères du programme, un conseil scolaire peut permettre à l'élève suivant un programme spécialisé (comme
 un programme de réintégration) ou un stage particulier (comme dans un milieu syndicalisé) d'être rémunéré.
- Il faut prévoir une protection contre les accidents du travail, disponible par l'intermédiaire du Ministère ou disponible sur le lieu de travail (voir la note Politique/Programmes n° 76A du 27 septembre 2000).

Préparation au stage

Un enseignement d'au moins 15 heures doit être dispensé sur :

- la santé et la sécurité au travail (ressources disponibles au www.livesafeworksmart.net et au www.passporttosafety.com);
- les lois du travail, les syndicats, l'éthique du travail, les droits de la personne et la confidentialité.

Plan d'apprentissage personnalisé (PAP)

Un plan d'apprentissage personnalisé doit être préparé pour l'élève. Ce plan doit :

- être fondé sur les attentes du cours connexe du curriculum de l'Ontario, sur les exigences du programme d'éducation coopérative et sur celles spécifiques au secteur;
- être élaboré par l'enseignante ou l'enseignant du programme d'éducation coopérative en collaboration avec l'employeur et l'élève (si cet enseignant n'est pas spécialisé dans la matière du cours connexe ou si l'élève a un plan d'enseignement individualisé, l'enseignant d'éducation coopérative consultera l'enseignant du cours connexe ou celui de l'enfance en difficulté).

Pour des exemples de plans, aller sur le site www.ogape.ca et cliquer sur PAP modèle : critères d'un bon PAP.

Évaluation

Une enseignante ou un enseignant qualifié doit évaluer les progrès de l'élève en ce qui a trait aux attentes du curriculum et aux exigences décrites dans son plan d'apprentissage personnalisé en se rendant régulièrement sur le lieu de travail (au moins trois rencontres par crédit). Lors de ces rencontres de suivi, l'enseignante ou l'enseignant :

- observe la façon dont !'élève s'acquitte de ses tâches, planifie les prochaines étapes et solutionne des problèmes;
- effectue des évaluations formelles avec le superviseur de l'élève.

On évalue également le rendement de l'élève par :

- des devoirs écrits, présentations, un journal de bord et portfolios;
- une activité d'études indépendantes qui associe l'expérience acquise pendant le stage aux attentes et contenus d'apprentissage du cours connexe;
- au moins deux évaluations du rendement rédigées par le superviseur du stage.

On encourage l'enseignante et l'enseignant à demander aux employeurs d'utiliser le Plan de travail du Passeportcompétences de l'Ontario (disponible au http://skills.edu.gov.on.ca) pour évaluer et consigner la démonstration des compétences essentielles et des habitudes de travail de l'élève.



Séances d'intégration scolaire

Des séances en salle de classe d'au moins sept heures par crédit permettent aux élèves :

- d'analyser et de partager leur expérience en milieu de travail;
- de faire le lien entre l'expérience acquise en stage et les attentes du curriculum;
- de renforcer les connaissances théoriques acquises en classe sur les compétences nécessaires pour effectuer le travail ainsi que les habiletés, les techniques et les principes appris et appliqués durant le stage.

Fiche 2 : Apprentissage par l'expérience et exploration de carrière

Expérience	Description	Exigences-clés
Activités d'exploration de carrière Observation au poste de travail	 Activités qui offrent aux élèves des possibilités d'exploration de professions et de métiers lors de visites guidées en milieu de travail, de conférences sur les professions, de competitions (p. ex., Compétences Canada), de simulations (p. ex., Jeunes Entreprises) et de rencontres avec des mentors Elles peuvent faire partie de tout cours donnant droit à un crédit Elles peuvent faire partie de la composante « activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière » de la Majeure Haute Spécialisation Observation individuelle d'une employée ou d'un employé à son lieu de travail 	 Préparation à l'activité, y compris revue des attentes visées, des protocoles à suivret des considérations touchant la santé et la sécurité au travail Occasion de réflexion pour l'élève sur l'activité Formulaire rempli pour l'autorisation de sortie et pour l'entente sur le transport Choix d'un lieu approprié dans un environnement sécuritaire par l'enseignante ou
d'une demi- journée à une journée (dans certains cas, jusqu'à trois jours)	 Elle peut faire partie de tout cours donnant droit à un crédit Elle peut faire partie de la composante « activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière » de la Majeure Haute Spécialisation 	l'enseignant Préparation au stage, y compris revue des attentes visées, des protocoles à suivre et des considérations touchant la santé et la sécurité au travail Occasion de réflexion pour l'élève sur l'activité Formulaire rempli pour l'autorisation de sortie et pour l'entente sur le transport Protection prévue par la CSPAAT si le stage excède une journée
Jumelage d'une demi-journée à une journée	 Observation individuelle d'une ou d'un élève d'un programme d'éducation coopérative à son lieu de stage Le jumelage peut faire partie de tout cours donnant droit à un crédit Il peut faire partie de la composante « activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière » de la Majeure Haute Spécialisation 	 Jumelage d'une ou d'un élève avec une ou un élève d'un programme d'éducation coopérative Préparation au stage, y compris revue des attentes visées, des protocoles à suivre et des considérations touchant la santé et la sécurité au travail Occasion de réflexion pour l'élève sur l'activité Formulaire rempli pour l'autorisation de sortie et pour l'entente sur le transport
Expérience de travail/ Expérience de travail virtuel* de 1 à 4 semaines	 Occasion d'apprentissage planifié qui offre à l'élève une expérience de travail de courte durée. L'expérience de travail virtuel est rendue possible grâce aux technologies de communication de l'école Elle peut faire partie de tout cours donnant droit à un crédit Elle peut faire partie de la composante « activités d'apprentissage par l'expérience et d'exploration de carrière » de la Majeure Haute Spécialisation 	 Évaluation du stage Préparation au stage, y compris revue des compétences d'employabilité, des attentes liées au stage et des considérations touchant la santé et la sécurité au travail Occasion de réflexion pour l'élève sur l'activité Élaboration d'un plan d'apprentissage Contrôle du travail actuel ou virtuel de l'élève au moins une fois durant le stage (ceci est conseillé) Protection prévue par la CSPAAT

^{*} Voir la fiche de renseignements sur l'éducation coopérative virtuelle au www.edu.gov.on.ca/fre/teachers/studentsuccess/expansion.html pour l'accès aux employeurs.

Fiche 3: Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO)

Comment le Programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario (PAJO) profite-t-il aux élèves?

En participant au PAJO, les élèves :

- acquièrent une formation pratique et de l'expérience dans un métier spécialisé tout en accumulant des crédits en vue de l'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario (DESO).
- accumulent des heures de travail qui, d'une part, comptent pour l'obtention de crédits d'éducation coopérative en vue du DESO et d'autre part, satisfont aux exigences de leur programme d'apprentissage.
- ont la possibilité de suivre la formation de la composante scolaire du niveau 1 de l'apprentissage ou d'être admissible à un tes: d'exemption du niveau 1.
- pourraient obtenir des crédits optionnels en vue du DESO pour la formation de la composante scolaire du niveau 1 de l'apprentissage, s'ils sont inscrits dans un programme à double reconnaissance de crédit approuvé par le Ministère.

Comment les élèves participent-ils au PAJO?

- Les élèves doivent être âgés d'au moins 16 ans et avoir accumulé un minimum de 16 crédits pour pouvoir participer au PAJO. Les élèves du PAJO obtiennent des crédits d'éducation coopérative lorsqu'ils font un stage dans un métier spécialisé.
- Dans certains cas, les employeurs peuvent inscrire officiellement les élèves comme apprentis auprès du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU).
- Les élèves pourraient avoir la possibilité de s'inscrire à la formation de la composante scolaire du niveau 1 de l'apprentissage offerte par un collège communautaire ou un autre établissement de formation approuvé par le MFCU OU peuvent être admissibles à un test d'exemption du niveau 1 s'ils réussissent un cours à crédits multiples d'éducation technologique du palier secondaire.
- Les élèves peuvent participer à un PAJO dans le cadre d'un programme de la Majeure Haute Spécialisation (consultez le Guide de mise en œuvre de la Majeure Haute Spécialisation et les guides pour les secteurs à www.edu.gov.on.ca/fre/teachers/studentsuccess/specialist.html).

Stages

En organisant les stages des élèves du PAJO, les enseignants d'éducation coopérative doivent :

- s'assurer qu'une ouvrière ou un ouvrier accrédité est sur les lieux de stage pour fournir aux élèves une formation pratique qui respecte les normes de formation du métier telles qu'approuvées par le MFCU;
- utiliser les normes de formation pour élaborer le Plan d'apprentissage personnalisé (PAP) des élèves;
- mettre l'accent, dans le PAP des élèves, sur les questions de santé et de sécurité et aviser les superviseurs de stage de leur importance;
- obtenir la confirmation des superviseurs de stage que les élèves seront supervisés en tout temps à tout emplacement lié au stage où ils exécuteront les tâches figurant dans leur PAP;
- s'assurer que les superviseurs de stage sont informés des mesures d'adaptation nécessaires pour les élèves qui ne maîtrisent pas la langue de travail ou qui ont des besoins particuliers.

Programmes

En planifiant les programmes des élèves du PAJO, les enseignants d'éducation coopérative doivent prendre en compte :

- que la couverture prévue par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ne s'applique pas aux élèves qui reçoivent une formation d'un collège communautaire ou d'un autre établissement de formation;
- que les heures comprises pour compléter une formation suivie à un collège communautaire ou à un autre établissement de formation ne comptent pas comme des heures de travail qui sont requises pour l'obtention des crédits d'éducation coopérative.

Ressources

- · Santé et sécurité : www.livesafeworksmart.net/french; www.passporttosafety.com/francais
- Renseignements sur l'apprentissage : www.edu.gov.on.ca/fre/tcu; www.tradeability.ca; www.ilc.org
- · Sites Web des conseils scolaires

Ébauche 2008-2009

Annexe C : Âge minimum pour travailler et visiter des lieux de travail en Ontario¹

Majeure Haute Spécialisation ²	Genre de lieu de travail	Åge mini- mum pour travailler	Âge minimum pour travailler / conditions pour visiter ³
Affaires Arts et culture Hôtellerie et tourisme Santé et bien-être Sécurité communautaire et services d'urgence Technologies de l'information et des communications	Établissements industriels ⁴ tels que bureaux, magasins, installations sportives, aires de service de restaurant	14	Le règlement régissant les établissements industriels (Règlement 851, R.R.O. 1990) adopté en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail énonce les restrictions relatives à l'âge minimum pour les travailleurs et s'applique à des lieux de travail tels que des bureaux, magasins, installations sportives, restaurants et usines. Toutefois, le règlement stipule que le personnes plus jeunes que l'âge minimum peuvent visiter ces établissements (mais pas y travailler) si : • elles sont accompagnées d'une personne qui a atteint l'âge de la maiorité (e. ex. une personne de
 Affaires Fabrication Hôtellerie et tourisme Sécurité communautaire et services d'urgence Technologies de l'information et des communications Transports 	La plupart des usines ⁵ y compris les restaurants et toute cuisine commerciale, les garages d'entretien de véhicules automobiles, les aires de préparation des fruits et légumes frais et de la viande ou les aires d'expédition et de réception des épiceries, des buanderies et des entrepôts	15	 majorité (p. ex., une personne de 18 ans); elles sont guidées lors d'une visite de l'établissement industriel (p. ex., bureau, magasin, installation sportive ou usine); elles sont dans une aire de l'établissement industriel utilisée pour la vente; ou elles sont dans une aire de l'établissement à laquelle le public a généralement accès.
• Foresterie	Exploitation forestière ⁶	16	

N.B.: Les notes explicatives sont regroupées à la suite de ce tableau.

Âge minimum | suite >

> Âge minimum | suite

Majeure Haute Spécialisation ²	Genre de lieu de travail	Åge mini- mum pour travailler	Âge minimum pour travailler / conditions pour visiter ³
 Construction Sécurité communautaire et services d'urgence Technologies de l'information et des communications 	Chantier de construction ⁷	En vertu du règlement régissant les chantiers de construction (Règlement 213/91) adopté en vertu de la Loi sur santé et la sécurité au travail, l'âge minimum pour travailler ou visiter tout chantier de constructio est de 16 ans. Une personne âgée de moins de 16 au peut visiter un chantier de construction seulement lorsque les travaux n'y sont pas effectués. (Veuillez cependant noter que les définitions de construction et de chantier de construction comprennent une grand diversité de genres de travail et de lieux de travail. I est important d'examiner les définitions attentiveme Voir note 7, ci-dessous.)	
Exploitation minière	Mines de surface ⁸ , installations minières ⁹ Mines souterraines Front de taille d'une mine de surface	16 18 18	Le règlement régissant les mines et les installations minières (Règlement 854, R.R.O. 1990) adopté en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail permet les visites guidées ou les visites aux mines et aux installations minières de personnes plus jeunes que l'âge minimum pour travailler, si elles sont accompagnées et sous la direction d'un guide.
 Agriculture Environnement Horticulture et aménagement paysager Santé et bien-être Sécurité communautaire et services d'urgence Technologies de l'information et des communications 	qui concerne les restricti	ions d'âge, par le	le ces derniers) peuvent être visés, en ce es règlements régissant d'autres secteurs. ablissements industriels (Règlement 851,
• Construction • Fabrication	Nettoyage de vitres	18	Sans objet. (Le règlement régissant le nettoyage de vitres est le Règlement 859, R.R.O. 1990.)

> Âge minimum | suite Notes explicatives

 Tel que précisé dans les règlements adoptés en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail. D'autres lois et règlements adoptés en vertu de ces lois déterminent l'âge minimum pour une variété de métiers.

De plus, certains lieux de travail ont établi leur propre âge minimum d'embauche, plus rigoureux. Par exemple, certains établissements de vente au détail et chaînes de restaurants n'embaucheront personne de moins de 16 ans, même si la limite d'âge minimum légale est inférieure. De même, certains établissements industriels et autres lieux de travail qui exigent l'utilisation d'équipement lourd ou de machinerie n'embaucheront personne de moins de 18 ans, même si la limite d'âge minimum légale peut être inférieure. De telles exigences particulières quant à l'âge minimum peuvent être acceptables, pourvu que leurs restrictions n'entrent pas en conflit avec le Code des droits de la personne de l'Ontario ou toute autre loi en vigueur.

- 2. La colonne 1 précise les Majeures Haute Spécialisation auxquelles les catégories de lieux de travail de la colonne 2 peuvent être associées. Il convient cependant de souligner que certaines majeures peuvent comporter des lieux de travail mentionnés dans plus d'une catégorie (p. ex., la majeure en affaires peut comprendre les bureaux, les usines et les chantiers de construction). Pour vérifier à partir de ce tableau la conformité relative à l'âge minimum pour travailler et visiter, il faut donc toujours prendre en compte le genre de lieu de travail particulier faisant partie du programme (colonne 2), et non le secteur auquel le programme se rattache (colonne 1).
- 3. Dans certaines conditions, comme indiqué dans ce tableau, les personnes plus jeunes que l'âge minimum peuvent visiter certains lieux de travail, mais non y travailler.
- 4. En vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, établissement industriel signifie immeuble à bureaux, usine, installation sportive, magasin ou bureau, y compris le bien-fonds, les bâtiments et les structures qui s'y rattachent.
- 5. Aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, usine s'entend :
 - a) d'un bâtiment ou lieu, à l'exception d'une mine, d'une installation minière ou d'un endroit où du travail à domicile est exécuté, dans lequel, selon le cas :
 - i) est exécutée une opération de fabrication ou de montage qui se rapporte à la fabrication de marchandises ou de produits,
 - ii) en ce qui concerne la préparation, l'inspection, la fabrication, la finition, la réparation, l'entreposage, le nettoyage ou la mise en état, à des fins de location ou de vente, de substances, d'articles ou d'objets, une source d'énergie est :
 - (A) soit utilisée pour faire fonctionner une machine ou un appareil,
 - (B) soit transformée de quelque facon,
 - iii) un travail faisant partie de la fabrication de marchandises, de substances, d'articles ou d'objets, en tout ou en partie, ou lié à ces activités, est exécuté à titre commercial ou en vue de réaliser un bénéfice,

> Âge minimum | suite

- iv) un travail faisant partie de la transformation, la mise en pièces, la réparation, l'entretien, l'embellissement, la finition, l'entreposage, le nettoyage, le lavage ou la mise en état, à des fins de vente, de marchandises, de substances, d'articles ou d'objets, ou lié à ces activités, est exécuté à titre commercial ou en vue de réaliser un bénéfice,
- v) des avions, des locomotives ou des véhicules servant au transport public ou privé sont entretenus;
- b) d'une buanderie, y compris une buanderie exploitée en rapport avec, selon le cas :
 - i) un hôpital public ou privé,
 - ii) un hôtel,
 - iii) un établissement public ou privé créé à des fins religieuses, éducatives ou de bienfaisance;
- c) d'une exploitation forestière.
- 6. Aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, exploitation forestière signifie abattage ou écorçage d'arbres à des fins commerciales ou industrielles ou à des fins reliées au déblaiement du sol. S'entend en outre du mesurage, de l'entreposage, du transport et du flottage des billes, de l'entretien des chemins d'exploitation, de la scarification, du brûlage dirigé et de la sylviculture.
- 7. Aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, construction s'entend en outre de l'élévation, de la transformation, de la réparation, du démantèlement, de la démolition, de l'entretien des structures, de la peinture, du dégagement d'un terrain, du déblayage du sol, du nivellement, de l'excavation, de l'ouverture de tranchées, du creusage, du sondage, du forage, du dynamitage ou du bétonnage, de l'installation des machines et de l'outillage, et des travaux ou entreprises se rapportant à un chantier. Sont exclus les travaux ou entreprises souterrains effectués dans une mine.

Un **chantier** signifie chantier de construction, qu'il s'agisse de travaux publics ou privés, y compris :

- a) la construction d'un bâtiment, d'un pont, d'une structure, d'un établissement industriel, d'une installation minière, d'une galerie, d'un tunnel, d'un caisson, d'une tranchée, d'une excavation, d'une route, d'un chemin de fer, d'une rue, d'un chemin de roulement, d'un terrain de stationnement, d'un batardeau, d'une canalisation, d'un égout, d'une conduite de distribution d'eau, d'une prise de branchement, d'un câble télégraphique ou téléphonique, d'une ligne de transmission d'électricité, d'un pipe-line, d'un conduit, d'un puits, ou d'un ensemble de ceux-ci;
- b) le déplacement d'un bâtiment ou d'une structure;
- c) tout travail ou toute entreprise, ou tout bien-fonds ou toute dépendance dont l'usage se rapporte à la construction.

Âge minimum | suite >



- 8. Aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, une mine signifie travail ou entreprise dont le but est de percer, d'éprouver, d'enlever ou d'extraire un minerai métallifère ou non ou une substance minérale, du roc, de la terre, de la glaise, du sable ou du gravier.
- 9. Aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, une installation minière signifie four à grillage ou à fusion, appareil de concentration, usine ou endroit réservé ou ayant rapport au lavage, au concassage, au broyage, au tamisage, à la réduction, au lessivage, au grillage, à la fusion, à l'affinage ou au traitement d'une substance mentionnée dans la définition du terme « mine », ou à des travaux de recherche sur cette substance. (Voir la note 8.)

Ministère de l'Éducation 08-081

★ Imprimé sur du papier recyclé ISBN 978-1-4249-7762-8 Imprimé ISBN 978-1-4249-7763-5 PDF

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008